

White se contente de formuler des recommandations prudentes à propos du Yukon (docs 75 et 76). Lorsque Clifford Sifton (figure 8) devient ministre de l'Intérieur, l'une de ses premières décisions est de destituer Burgess de son poste de sous-ministre et de le remplacer par l'un de ses propres acolytes, James Smart. Sifton ne tarde pas à manifester un vif intérêt à l'égard du Yukon, mais les autres enjeux relatifs au Nord attirent son attention seulement quelques années plus tard (voir ci-dessous).

En 1896 et en 1897, George Dawson – qui est alors directeur de la Commission géologique du Canada (CGC) – se fait connaître comme un fervent défenseur du déploiement d'initiatives dans le Grand Nord. Le ministre de la Marine et des Pêcheries, Louis Davies, répond aux préoccupations de Dawson relatives aux pêcheurs de baleines américains dans la baie d'Hudson et mandate la première expédition d'affirmation de la souveraineté du Canada dans le Nord. L'objectif principal de celle-ci est d'évaluer la navigabilité du détroit d'Hudson, mais les ordres donnés au chef, William Wakeham, stipulent clairement que « le fait que tous les territoires soient indubitablement nôtres doit devenir visible de tous », des étrangers et des Inuits (doc. 77).

Dawson laisse aussi entendre à Davies qu'il faut recourir au soutien de la Marine royale pour effectuer des patrouilles régulières dans les îles nordiques (doc. 79). Davies, alors à Londres, transmet la suggestion au ministère des Colonies qui, en retour, communique avec l'Amirauté. Les responsables de l'Amirauté, même s'ils n'ont que faire de cette proposition, ressortent tout de même leurs vieux dossiers des années 1870 et produisent une note sur la question de la souveraineté. Grâce à une copie de cette note, le projet de frontières de 1879 se rend enfin à Ottawa (docs 80 et 84). Il est ensuite acheminé à Dawson en vue d'obtenir ses commentaires (doc. 86).

Dawson balaie alors immédiatement du revers de la main la suggestion de l'Amirauté voulant que la Terre de Grinnell ne puisse être revendiquée pour le Canada, probablement en raison du délai qui s'était écoulé depuis les découvertes des Américains, sans que Washington ne fasse de déclaration de souveraineté. Toutefois, il est visiblement frappé par un autre aspect de la proposition de 1879 de l'Amirauté, à savoir que le 141^e méridien ouest devrait former la frontière ouest, au nord du continent (voir carte 3). La même frontière avait été proposée dans l'adresse conjointe de 1878 de la Chambre des communes et du Sénat à la reine Victoria (doc. 24)¹⁰. Cette adresse demandait formellement un nouveau transfert de territoire, demande sur laquelle s'était récemment penché Dawson.

Rapidement, Dawson et l'arpenteur général Édouard Deville (figure 5) reçoivent le feu vert de Sifton pour rédiger un nouveau décret du Conseil. Deville avait déjà conclu que « toute tentative visant à définir plus précisément les frontières et l'étendue du [district de Franklin] fixera incidemment les limites du

¹⁰ Aucun document sur l'évolution de cette adresse n'a été trouvé; ils ont probablement été détruits lors de l'incendie à l'édifice du Centre en 1916.